

Irlande du Nord : la fin d'un long conflit ?

Jean GUIFFAN

Résumé

Née de la partition de l'île en 1921, l'Irlande du Nord, restée au sein du Royaume-Uni, a connu de très violents troubles pendant une trentaine d'années, de la fin des années 1960 à la fin des années 1990. Les premiers affrontements intra-communautaires, nés des revendications de la communauté catholique, victime de discriminations de la part de la majorité protestante, ont rapidement évolué en sorte de guerre de décolonisation après l'intervention de l'armée britannique et l'entrée en scène de l'Irish Republican Army (IRA), l'armée républicaine irlandaise. Un cessez-le-feu signé en 1998, puis de longues et laborieuses négociations ont abouti à la mise en place d'un gouvernement autonome bi-confessionnel en mai 2007. Mais, que ce soit dans le cadre actuel ou dans celui d'une Irlande réunifiée, il reste bien des obstacles pour une cohabitation harmonieuse entre les communautés après tant d'années de conflit.

Mots-clés : République d'Irlande, Irlande du Nord, Ulster, Royaume-Uni, conflit anglo-irlandais, IRA.

Abstract

Born with the partition of the island in 1921, Northern Ireland remained within the United Kingdom and went through extremely violent troubles for thirty years, from the end of the 1960s to the end of the 1990s. The first intra-community confrontations, ignited by demands from the Catholic community, discriminated against by the Protestant majority, rapidly turned into a kind of decolonisation war after the intervention of the British army and the irruption of the Irish Republican Army (IRA). A ceasefire signed in 1998, followed by long and arduous negotiations led to the creation of a bi-confessional autonomous government in May 2007. But whether in today's situation or within a reunited Ireland, many obstacles still remain on the way to a harmonious coexistence between the communities after so many years of conflict.

Keywords: Republic of Ireland, Northern Ireland, Ulster, United Kingdom, Anglo-Irish conflict, IRA.

Seconde des îles Britanniques par sa superficie, l'Irlande est divisée en deux par une frontière internationale depuis 1921, date de la création de l'État libre d'Irlande (capitale Dublin) et de l'Irlande du Nord (capitale Belfast) qui fait toujours partie du Royaume-Uni¹. Encore lié

1. L'Irlande est historiquement divisée en quatre provinces (Leinster, Munster, Connacht et Ulster) et trente-deux comtés. Situé dans le nord de l'île, l'Ulster comprend neuf comtés : Antrim, Armagh, Down, Fermanagh, Londonderry, Tyrone, Cavan, Donegal et Monaghan, mais seuls les six premiers constituent l'Irlande du Nord, les trois autres faisant partie de la République d'Irlande. C'est à tort que l'on emploie souvent (la presse française notamment) le terme d'Ulster pour désigner l'Irlande du Nord.

à la Grande-Bretagne par un statut de dominion, l'État libre d'Irlande² s'est ensuite progressivement détaché des derniers liens l'unissant à la couronne britannique, se proclamant même « République d'Irlande » en 1949. Après une cinquantaine d'années d'un calme relatif, l'Irlande du Nord a connu depuis 1968 trente années de véritable guerre civile, suivies de dix années de laborieuses négociations politiques avant la mise en place de nouvelles institutions en 2007 : peut-être la fin d'un long conflit, antérieur même à la partition de 1921.

Aux origines lointaines du conflit

Occupée par les Anglo-Normands dans la seconde moitié du XII^e siècle, l'Irlande n'est véritablement colonisée que sous la dynastie des Tudors, aux XVI^e et XVII^e siècles.

Relativement isolé du reste du pays par une chaîne presque continue de hautes collines, de forêts, de lacs et de marécages, proche en revanche des côtes écossaises, l'Ulster va être la seule province irlandaise à être massivement occupée par les Britanniques, les Irlandais (fidèles au catholicisme) demeurant très majoritaires dans le reste du pays. L'implantation à demeure de nombreux colons, venus principalement d'Écosse, dans le Nord-Est de l'île, lui donne ainsi un aspect particulier tant sur le plan religieux que sur le plan économique, les protestants (presbytériens et anglicans) contribuant fortement à y développer son économie. Véritable colonie anglaise, l'Irlande est finalement intégrée dans le « Royaume-Uni » en 1800. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, quand les nationalistes irlandais (en grande majorité catholiques) réclament pour l'ensemble de l'île l'autonomie interne (Home Rule), l'Ulster est la province la plus riche et la plus industrialisée du pays.

Le problème de l'unité de l'Ulster commence à se poser à la suite des élections législatives de 1885. Pour la première fois en effet, le parti nationaliste irlandais, ultra-dominateur dans le reste de l'île, obtient une courte majorité dans cette province (17 sièges sur 33), les unionistes³ ne l'emportant que dans les quatre comtés à majorité protestante : Antrim, Armagh, Down et Londonderry. C'est cependant au nom de l'Ulster tout entier que, dès cette date, les dirigeants unionistes s'opposent vigoureusement aux différents projets d'autonomie interne de l'Irlande. Rejeté en 1886 et 1893, le Home Rule finit par être adopté à la Chambre des communes en 1912, sa mise en application étant cependant différée

2. Ce pays s'est appelé l'Eire de 1937 à 1949.

3. Partisans du maintien de l'Irlande dans le Royaume-Uni (par opposition aux nationalistes).

de deux ans par un veto de la Chambre des lords. Les unionistes mettent à profit ce délai pour tenter de faire modifier, ou même annuler cette législation⁴. Le déclenchement de la première guerre mondiale, le 4 août 1914, enterre pour quelque temps le problème, l'entrée en vigueur du Home Rule étant repoussée à la fin du conflit.

S'estimant floués par le gouvernement britannique, de plus en plus sensible aux thèses unionistes, les plus extrémistes des nationalistes irlandais déclenchent, à Pâques 1916, une insurrection qui échoue, mais la lutte reprend au lendemain de la première guerre mondiale avec la naissance de l'Irish Republican Army (IRA). En décembre 1920, Londres croit trouver une solution au conflit en partageant l'île en deux, créant artificiellement une entité à majorité unioniste, l'Irlande du Nord, les trois comtés les plus catholiques de la province d'Ulster étant laissés à l'Irlande du Sud. Chaque partie reçoit alors un statut d'autonomie interne. Tandis que les unionistes s'emparent de tous les leviers de commande en Irlande du Nord, les nationalistes continuent le combat contre les Anglais dans le Sud avant de conclure un accord en décembre 1921 : par le traité de Londres, le gouvernement britannique concède à l'Irlande du Sud, proclamé « État libre d'Irlande », un statut de dominion au sein de l'Empire britannique, au même titre que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Union Sud-Africaine, première étape vers son indépendance totale.

L'Irlande du Nord sous domination orangiste, 1921-1968

Restée au sein du Royaume-Uni, l'Irlande du Nord dispose depuis 1921 d'un Parlement semi-autonome à Belfast, le Stormont, et d'un petit gouvernement d'une demi-douzaine de membres, Londres gardant cependant le pouvoir dans de nombreux domaines (les affaires étrangères, la défense, le commerce extérieur, etc.). Dès 1922, pour mettre fin aux troubles nés de la partition, l'Irlande du Nord se dote d'une loi d'exception, le Special Powers Act, conférant dans le domaine du maintien de l'ordre des pouvoirs presque absolus à son ministre de l'Intérieur, une législation particulière qui sera la clef de voûte de la politique répressive du gouvernement unioniste contre « les papistes » pendant une cinquantaine d'années.

S'instaure en effet en Irlande du Nord un véritable régime ségrégationniste entre les deux communautés religieuses, la majorité protestante

4. Ils font notamment signer par 471 414 Ulstériens, en septembre 1912, une pétition (*Covenant*) hostile au Home Rule.

(deux tiers de la population en 1921) régnant sans partage sur la minorité catholique. Victime de discriminations dans les domaines de l'emploi et du logement, celle-ci est de plus sous-représentée politiquement grâce à un ingénieux système électoral favorable aux protestants. Aussi, pendant une cinquantaine d'années, la vie politique se résume-t-elle à des luttes d'influence au sein du parti unioniste soutenu par un puissant groupe de pression, l'ordre d'Orange, sorte de franc-maçonnerie protestante organisant chaque été de gigantesques « marches » pour célébrer la victoire de Guillaume d'Orange sur le roi catholique Jacques II en 1690. L'opposition parlementaire est inexistante, les quelques députés nationalistes élus boycottant le Stormont. Quant au mouvement républicain, représenté par le vieux parti Sinn Fein (créé en 1905), il n'est plus guère qu'une coquille vide après l'échec total de la dernière campagne militaire de sa branche armée, l'IRA, en 1962.

Abandonnés par l'Irlande du Sud, en proie à de nombreux problèmes internes, les catholiques nord-irlandais ne commencent à se rebeller qu'à partir du milieu des années 1960, dans le grand courant de contestation qui parcourt alors le monde, en s'inspirant des méthodes d'action des Noirs américains. Une association pour les droits civiques en Irlande du Nord, la Northern Ireland Civil Rights Association (NICRA), composée de nationalistes catholiques modérés et de quelques protestants libéraux, se crée en novembre 1966. Son programme, publié l'année suivante, réclame la fin des pratiques discriminatoires, l'égalité civile et l'abolition de la législation d'exception : un contenu pragmatique et réformiste, muet sur la question de la partition de l'île, demandant simplement l'application en Irlande du Nord des règles d'un pays démocratique. Pour faire pression sur les pouvoirs publics, elle décide d'organiser des manifestations non-violentes. Mais ses premières marches pacifiques à l'automne 1968 sont durement réprimées par le pouvoir protestant : c'est le point de départ des « Troubles⁵ » qui vont agiter l'Irlande du Nord pendant plus de trente ans.

Du combat pour l'égalité civile et sociale au combat pour la réunification, 1968-1972

Poursuivant leur action en 1969, ceux qui défilent pour les droits civiques ne réclament alors nullement la réunification de l'Irlande et leurs

5. Londres n'a jamais admis la réalité de cette véritable guerre civile désignée pudiquement sous le nom de « troubles ». En France, la guerre d'Algérie (1954-1962) n'a été officiellement évoquée pendant toute la durée du conflit que par les termes d'« événements d'Algérie » ou « pacification ».

revendications restent cantonnées au cadre institutionnel du Royaume-Uni ; ils réussissent même à faire élire au Parlement de Westminster une jeune étudiante catholique, Bernadette Devlin. Au cours de l'été, les traditionnelles manifestations orangistes provoquent une violente réaction des catholiques lassés d'attendre les réformes promises. Les troubles prennent rapidement l'allure d'une véritable guerre civile entre les communautés, les extrémistes protestants encadrés par une milice loyaliste créée en 1966, l'Ulster Volunteer Force (UVF), attaquant plusieurs quartiers catholiques de Belfast et Londonderry. Incapable de les défendre, l'IRA est alors complètement déconsidérée, à tel point que fleurissent sur les murs ces inscriptions vengeresses : « *IRA = I Ran Away* » (Je me suis enfui).

Ces graves événements de l'été 1969 entraînent l'envoi des premières troupes britanniques (8 000 soldats) en Irlande du Nord et ne tardent pas à provoquer la division du camp républicain. Ayant pratiquement abandonné la lutte armée pour l'action politique et sociale, l'État-major de l'IRA se voit contesté par bon nombre de militants, qui font scission en décembre 1969, créant l'IRA « provisoire » (provisional IRA), tout en espérant cette rupture temporaire. Mais celle-ci se répercute en janvier 1970 sur la branche politique, le Sinn Féin, le mouvement républicain, qui se trouve désormais scindé en deux organisations, les « Officiels » (majoritaires, du moins au départ) et les « Provisoires », bientôt connus sous le nom de *Provos*. Se disputant le contrôle des quartiers catholiques des grandes villes d'Irlande du Nord, non sans quelques règlements de compte parfois sanglants, ils commencent à apporter un soutien logistique aux groupes d'auto-défense qui s'étaient constitués lors des émeutes urbaines contre les extrémistes protestants attisés par un pasteur fanatique, Ian Paisley.

En s'interposant dans un premier temps entre les communautés, les troupes britanniques avaient été d'abord bien accueillies par les catholiques. Mais, lors de la reprise des troubles à l'été 1970, elles investissent sans ménagement le grand quartier catholique de Belfast, Falls, ce qui les fait apparaître aux yeux des habitants comme une force de répression supplémentaire au service du gouvernement unioniste, comme l'est déjà la police nord-irlandaise, la Royal Ulster Constabulary (RUC), presque uniquement composée de protestants. Face à « l'armée d'occupation », bon nombre de catholiques se tournent vers les deux branches de l'IRA, et le conflit nord-irlandais commence alors à changer de nature. Aux revendications d'égalité civique et sociale, toujours de mise, vient peu à peu s'ajouter la vieille revendication de réunification de l'Irlande : pour ne pas en laisser le monopole aux extrémistes du Sinn Féin et de l'IRA,

les nationalistes modérés se regroupent dans une nouvelle formation, le Social Democratic Labour Party (SDLP), qui se pose comme seul interlocuteur valable pour les Unionistes de Belfast, comme pour Londres et Dublin.

Désormais continus, les affrontements entre communautés font place à une véritable guérilla urbaine avec son lot d'attentats et d'explosions à la bombe, entraînant en août 1971 la mise en place d'une nouvelle législation répressive, l'introduction de l'internement administratif sans jugement. Particulièrement active, l'IRA provisoire doit faire face dans le camp adverse à un nouveau groupe paramilitaire loyaliste, l'Ulster Defence Association (UDA). Le 30 janvier 1972 à Londonderry, au cours d'une marche organisée par la NICRA pour protester contre les mesures d'internement arbitraire, les parachutistes britanniques tirent sur les manifestants et font treize victimes. Ce « Dimanche sanglant » (« *Bloody Sunday* ») a aussitôt un retentissement considérable attirant l'attention du monde entier sur le problème irlandais⁶. Des manifestations anti-britanniques éclatent un peu partout, notamment à Dublin où la foule surexcitée met le feu à l'ambassade du Royaume-Uni. Devant la gravité de la situation, le gouvernement britannique ne peut que suspendre le Parlement de Belfast quelques semaines plus tard, en mars 1972, en prenant désormais directement en mains l'administration de l'Irlande du Nord (Direct Rule).

Vaincre uniquement par les armes ?, 1972-1985

Bien accueillie par la communauté catholique, cette mise à l'écart du gouvernement unioniste est suivie d'une courte trêve⁷ avant une nouvelle flambée de violence au cours de l'été 1972, l'IRA provisoire faisant exploser vingt-six bombes dans le centre de Belfast le 21 juillet (une dizaine de victimes). Le gouvernement de Londres réussit cependant à mettre en place l'année suivante un gouvernement bi-confessionnel en s'appuyant sur les unionistes modérés et le SDLP. Mais il se heurte rapidement aux extrémistes protestants menés par le pasteur Paisley, fondateur en 1971 d'un nouveau parti, le Democratic Unionist Party (DUP). Une grande grève loyaliste, en mai 1974, met rapidement fin à cette première tentative de solution politique.

6. Un retentissement de longue durée grâce notamment au « tube » du célèbre groupe de rock irlandais U2 (*Sunday, Bloody Sunday*) en 1983, et au film de Paul Greengrass, *Bloody Sunday*, en 2001.

7. L'IRA officielle décrétant même un cessez-le-feu unilatéral et illimité. Sa branche politique, le Sinn Féin officiel, prendra plus tard le nom de « Parti des travailleurs » et finira par rejoindre en 1998 le Parti travailliste irlandais.

L'Irlande du Nord s'enfonce alors de plus en plus dans la guerre civile, marquée par les attentats à la bombe et les exécutions sommaires des organisations paramilitaires loyalistes, UVF et UDA, d'une part, de l'IRA et de l'Irish National Liberation Army (INLA)⁸, d'autre part. Les attentats individuels prennent pour cible des militaires et des personnalités politiques, comme Lord Mountbatten, dernier vice-roi des Indes, assassiné par l'IRA en 1979. Les attentats à la bombe frappent même l'Angleterre à plusieurs reprises, le Premier ministre britannique, Margaret Thatcher, échappant de peu à celle lancée au congrès du Parti conservateur à Brighton en 1984. Les armes nécessaires à ce genre d'opération proviennent de sources très diverses grâce à d'importants soutiens financiers non moins variés : de l'association irlandano-américaine Noraid au colonel Kadhafi pour l'IRA, de milieux d'affaires ou de certains fonds spéciaux pour les milices loyalistes.

Pour tenter de ramener le calme, les différents gouvernements britanniques envoient en Irlande du Nord jusqu'à 21 000 soldats, y compris les SAS (Special Airborne Service) spécialisés dans la lutte anti-guérilla. La répression s'intensifie, et la décision prise de retirer le statut de prisonnier politique aux membres de l'IRA et de l'INLA emprisonnés va être lourde de conséquences. Refusant l'habit carcéral réservé aux droits communs, les détenus républicains se drapent d'une simple couverture, décrètent une grève de l'hygiène, transformant les prisons en cloaques repoussants, puis entament une grève de la faim⁹. En 1981, la mort de Bobby Sands et de neuf autres grévistes de la faim a un retentissement considérable non seulement en Irlande, mais aussi dans le monde entier, ce drame ayant été largement couvert par les médias. Profitant de l'émotion suscitée dans l'opinion par cette nouvelle forme de combat, le mouvement républicain, sans renoncer à la lutte armée, décide de présenter des candidats en Irlande du Nord. Expliquant sa nouvelle stratégie par une formule devenue célèbre, « le fusil dans une main, le bulletin de vote dans l'autre » (*the Armalite and ballot box strategy*), il réussit à faire élire au Parlement de Westminster Bobby Sands (qui en était alors à son trentième jour de jeûne), puis en 1983 Gerry Adams, le leader du Sinn Fein¹⁰.

L'impact des grèves de la faim en République d'Irlande amène aussi le gouvernement de Dublin et les partis politiques du pays à intervenir dans le conflit, alors qu'ils avaient été jusque-là très prudents sur la question de la réunification de l'île réclamée par les nationalistes irlandais.

8. Dissidence de l'IRA officielle, favorable à la continuation de la lutte armée.

9. C'est le thème du film *Hunger* de Steve McQueen (2008).

10. Refusant de reconnaître l'autorité du Parlement de Londres sur l'Irlande, il n'y siègera jamais, pas plus que tous les futurs élus du Sinn Fein.

Commence alors une coopération entre Londres et Dublin pour tenter de trouver une issue politique au conflit.

À la recherche d'une solution politique, 1985-1998

En novembre 1985, Margaret Thatcher et le Premier ministre irlandais Garret Fitzgerald signent à Hillsborough, près de Belfast, un traité accordant une sorte de droit de regard du gouvernement de Dublin sur l'Irlande du Nord en tant que représentant quasi-officiel de la minorité catholique. Il suscite une violente réaction de la part des unionistes et n'empêche pas l'IRA de donner une nouvelle impulsion à ses opérations militaires en Irlande du Nord comme en Grande-Bretagne. Mais ce regain de violence, qui s'accompagne de plusieurs « bavures¹¹ », provoque une certaine tension au sein du mouvement républicain entre les extrémistes de l'IRA et le Sinn Fein qui, par des contacts secrets avec Londres, Dublin et le SDLP, cherche une solution politique acceptable. En septembre 1993, un plan élaboré par Gerry Adams et John Hume, président du SDLP, est soumis au nouveau Premier ministre britannique, John Major, et à son homologue irlandais, Albert Reynolds.

Tout en rejetant officiellement ce plan, les deux chefs de gouvernement signent à Downing Street en décembre 1993 une « Déclaration conjointe » présentée comme « point de départ d'un processus de paix devant aboutir à un règlement politique », ouvrant la porte au Sinn Fein pour de futures négociations, à condition que l'IRA cesse ses opérations militaires, ce qu'elle ne consent à faire que le 31 août 1994. Un nouveau document-cadre anglo-irlandais (*Framework document*) est signé en février 1995, ouvrant des négociations avec tous les partis politiques d'Irlande du Nord, y compris le Sinn Fein. Mais le processus de paix s'enlise dès l'été sur la question du désarmement des organisations paramilitaires et, au sein du mouvement républicain irlandais, les plus intransigeants décident alors de reprendre les armes en février 1996, après dix-sept mois de trêve. Une nouvelle vague d'attentats à la bombe touche alors la Grande-Bretagne, l'IRA voulant ainsi souligner la responsabilité du gouvernement conservateur de Londres dans l'échec des négociations de paix.

C'est la large victoire des travaillistes aux élections générales du Royaume-Uni au printemps 1997 qui débloque la situation. Soucieux de régler une fois pour toutes l'éternelle question de l'Irlande, le nouveau

11. Comme en novembre 1987 à Enniskillen, où une bombe piégée tue onze civils. Il y a également de nombreuses « bavures » du côté britannique, sur le plan militaire ou sur le plan judiciaire, comme le montre notamment le film *Au nom du père* de Jim Sheridan (1993).

Premier ministre britannique, Tony Blair, prend rapidement contact avec le Sinn Fein et, dès juillet 1997, l'IRA annonce qu'elle restaure « sans équivoque » son cessez-le-feu d'août 1994. Sous la présidence d'un médiateur américain, l'ancien sénateur George Mitchell, commencent alors de longues et laborieuses négociations entre les principaux partis politiques d'Irlande du Nord et les représentants des gouvernements de Londres et Dublin. Émaillées d'incidents, elles aboutissent à un accord signé au château de Stormont, le 10 avril 1998, l'avant-veille de Pâques, ce qui lui vaut d'être rapidement appelé « Accord du Vendredi saint ».

Sur le statut de l'Irlande du Nord, il est d'emblée précisé qu'il ne pourra être modifié qu'en fonction du souhait de la majorité de sa population, ce qui, à court terme, maintient les six comtés dans le Royaume-Uni, tout en laissant, à plus longue échéance, la possibilité d'une réunification avec la République d'Irlande. L'accord prévoit ensuite la mise en place d'institutions démocratiques assurant une semi-autonomie à l'Irlande du Nord, notamment une assemblée locale de membres élus à la proportionnelle désignant un exécutif qui comprend des représentants des différents partis au prorata de leur poids électoral. Il comprend également un certain nombre d'engagements sur des points épineux tels que la réforme de la police d'Irlande du Nord, le sort des prisonniers et le désarmement des groupes paramilitaires républicains et loyalistes.

Soumis au référendum quelques semaines plus tard, le 22 mai, cet accord est largement approuvé (71,12 % de « oui » avec un taux record de participation de 81,1 %), la très grande majorité des votes négatifs venant de la communauté protestante. Aux élections de la nouvelle assemblée, le 25 juin, les partis favorables à l'accord enlèvent 80 des 108 sièges, notamment 24 pour le SDLP et 18 pour le Sinn Fein dans la communauté catholique, 28 sièges pour le parti unioniste officiel de David Trimble. Mais dans la communauté protestante, les partis hostiles à l'accord remportent un grand nombre de voix, le DUP de Ian Paisley enlevant à lui seul 20 sièges. Début juillet, un exécutif provisoire est mis en place avec à sa tête l'unioniste David Trimble, assisté d'un vice-premier ministre issu du SDLP.

La difficile mise en place des accords de paix, 1998-2007

Battus dans les urnes, les extrémistes protestants relancent aussitôt les violences sectaires, marquées par de graves incidents lors des traditionnelles marches orangistes de l'été et par la mort de trois jeunes enfants catholiques dans un incendie criminel le 12 juillet. Un mois plus tard,

le 15 août, un groupe dissident de l'armée républicaine irlandaise, la Real IRA (« IRA véritable ») fait exploser une voiture piégée en plein cœur de la ville d'Omagh, commettant ainsi l'attentat le plus meurtrier depuis le début du conflit (28 morts et 220 blessés). Unanimement condamné, cet attentat meurtrier qui touche indistinctement les deux communautés contraint les signataires de l'accord du Vendredi saint à poursuivre le règlement politique du conflit, tandis que l'attribution, en octobre, du prix Nobel de la paix à David Trimble et à John Hume pousse un peu plus en ce sens.

Mais le processus de paix bloque rapidement sur le problème du désarmement des groupes paramilitaires et notamment sur le démantèlement de l'impressionnant arsenal militaire de l'IRA. En effet, pour celle-ci, rendre les armes reviendrait à s'avouer vaincue, à reconnaître une défaite militaire contre l'ennemi séculaire. C'est pourquoi dans les négociations n'est jamais employé le mot « *disarmament* » (désarmement), mais celui de « *decommissioning* », un terme technique militaire signifiant « rendre inutilisable une arme ». Ce n'est qu'à la suite de diverses pressions, notamment de la part du médiateur américain George Mitchell, que l'IRA entame en 2000 un processus de « mise hors d'usage » de ses armes devant une commission internationale. Deux démantèlements partiels, en octobre 2001 et avril 2002, ne parviennent pas à vaincre la méfiance des unionistes, persuadés que l'IRA joue double jeu en gardant une partie importante de ses armes. Aussi le gouvernement britannique finit-il par reprendre en main l'administration de l'Irlande du Nord en octobre 2002, les institutions semi-autonomes prévues par l'accord du Vendredi saint n'ayant fonctionné, incomplètement, qu'un peu plus de deux ans et demi.

Le processus de paix ne se débloque qu'après un troisième démantèlement de l'arsenal de l'IRA en octobre 2003, mais tous ces atermoiements renforcent le camp des extrémistes dans les deux communautés : aux élections de la nouvelle assemblée d'Irlande du Nord en novembre, le DUP et le Sinn Fein devançant désormais le parti unioniste officiel et le SDLP en voix et en nombre de sièges, ce qui empêche la restauration des institutions semi-autonomes, le DUP du pasteur Paisley refusant de former un gouvernement avec le Sinn Fein. Celui-ci réussit difficilement à convaincre l'IRA de proclamer solennellement le 28 juillet 2005 qu'elle met définitivement fin à sa lutte armée. En septembre, la Commission internationale de désarmement peut annoncer officiellement le démantèlement complet de l'arsenal de l'IRA, un « adieu aux armes » salué par Londres et Dublin, mais qui ne fait nullement fléchir l'hostilité du DUP envers le Sinn Fein. Ce n'est qu'à la suite d'un véritable ultimatum lancé

en avril 2006 par le Premier ministre britannique Tony Blair et son homologue irlandais Bertie Ahern, menaçant de prendre conjointement en mains les destinées de l'Irlande du Nord, que la situation va enfin évoluer de façon décisive.

Selon un nouvel accord, conclu le 13 octobre 2006 à Saint-Andrews en Écosse, les institutions semi-autonomes d'Irlande du Nord, suspendues depuis 2002, seront rétablies en 2007 après la formation d'un gouvernement bicéphale, ce qui implique l'acceptation du DUP de partager le pouvoir avec le Sinn Fein. Il est aussi demandé à ce dernier de reconnaître officiellement la légitimité de la nouvelle police nord-irlandaise mise en place en 2001 à la suite de l'accord du Vendredi saint, ce que le parti républicain consent à faire en janvier 2007. Les élections régionales de mars ayant renforcé les positions des deux principaux partis de chaque communauté, le pasteur Paisley se voit contraint de négocier avec le leader du Sinn Fein, Gerry Adams, pour former le futur gouvernement d'Irlande du Nord.

Le 8 mai 2007, la nomination de Ian Paisley¹² comme Premier ministre, et du numéro 2 du Sinn Fein, Martin McGuinness, ancien chef d'état-major de l'IRA, au poste de vice-Premier ministre, clôt une page sombre de l'histoire de l'Irlande du Nord, les « Troubles » ayant fait plus de 3 600 victimes depuis l'été 1969. Le règlement de ce long conflit, véritable poison pour tous les gouvernements britanniques, doit beaucoup à la ténacité de Tony Blair qui s'est emparé de ce dossier dès son arrivée au pouvoir en 1997. En accord avec son homologue irlandais, Bertie Ahern, et grâce au puissant soutien de la diplomatie américaine, le Premier ministre britannique a patiemment réussi à réunir dans un même gouvernement des adversaires apparemment inconciliables : loyalistes attachés à la couronne britannique et républicains toujours partisans de la réunification de l'île. Conclue un mois et demi avant son départ de Downing Street, la formation d'un gouvernement bi-confessionnel en Irlande du Nord restera l'un des grands succès de la politique de Tony Blair, là où tous ses prédécesseurs, conservateurs ou travaillistes, avaient échoué.

L'Irlande du Nord aujourd'hui

Depuis le début du XXI^e siècle, le calme est revenu en Irlande du Nord, entraînant une croissance économique spectaculaire avant la crise de l'automne 2008. La mission de l'armée britannique a pris officiellement fin

12. Il a quitté le pouvoir à 81 ans en mai 2008, laissant la place au nouveau leader du DUP, Peter Robinson.

en août 2007, et les rares attentats des extrémistes irréductibles, unanimement condamnés par les deux communautés, n'ont plus aucun soutien populaire¹³. Sur le plan institutionnel, l'Irlande du Nord reste donc pour le moment dans le Royaume-Uni, comme le veulent les protestants unionistes, mais la réunification de l'île, souhaitée par la grande majorité des catholiques, est désormais démocratiquement possible par simple référendum. Or l'évolution démographique joue en faveur de ces derniers : les protestants ne constituent plus aujourd'hui que 53 % de la population d'Irlande du Nord et les catholiques sont majoritaires chez les moins de vingt ans.

Si, dans l'ensemble, la vie normale a repris son cours, subsistent encore, entre les deux communautés, méfiance, peur, hostilité, voire haine. Édifiés dans les années 1970, les « *peace lines* », grands murs de briques surmontés de plexiglas ou de barbelés, séparent toujours les « quartiers chauds » de Belfast. Depuis le début des Troubles, la ségrégation urbaine s'est même accentuée dans les quartiers populaires : les zones mixtes ont pratiquement disparu¹⁴, chacun, dans un réflexe sécuritaire, se repliant dans un secteur uniforme, constituant parfois un véritable ghetto soumis aux dérives mafieuses des anciennes organisations paramilitaires loyalistes ou républicaines, qui se reconvertissent dans le racket, le proxénétisme ou la drogue. Les écoles intégrées ne sont qu'une infime minorité et ne concernent pratiquement que les classes moyennes et supérieures : 95 % des élèves du primaire et du secondaire fréquentent des établissements monoconfessionnels et, à un degré moindre, ségrégation et sectarisme se retrouvent dans les activités sportives (rugby et cricket pour les uns, football gaélique et hurling¹⁵ pour les autres). Il faudra sans doute encore beaucoup de temps pour que tombent les rancœurs accumulées entre les deux communautés non seulement depuis le début des « Troubles » à l'automne 1968 mais, en fait, depuis plus de quatre siècles.

Bibliographie

FOULON Dominique, *Pour Dieu et l'Ulster : histoire des Protestants d'Irlande du Nord*, Rennes, Terre de Brume, 1997.

13. Deux soldats et un policier ont été tués en mars 2009, attentats revendiqués par l'IRA véritable. Les principaux groupes paramilitaires loyalistes ont annoncé avoir entièrement détruit leurs armes en juin 2009, les dernières milices s'engageant en septembre à désarmer dans les six mois à venir. Côté républicain, l'INLA a également annoncé le 11 octobre 2009 qu'elle renonçait définitivement à la violence.

14. Ce n'est qu'en octobre 2006 que l'on a inauguré à Enniskillen un tout nouveau lotissement mixte.

15. Sport gaélique irlandais, proche du hockey sur gazon.

- GOLDRING Maurice, *Gens de Belfast : deux peuples sans frontières*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- GUIFFAN Jean, *Irlande du Nord : les murs témoignent*, Morlaix, Skol Vreizh, 1998.
- , *La Question d'Irlande*, Bruxelles, Complexe, 2006.
- , « La Longue et difficile "sortie de guerre" en Irlande du Nord », dans LE PRAT Youenn (dir.), *Sorties de guerre*, Presses Universitaires de Rennes, 2008.
- , « Le début des "Troubles" en Irlande du Nord vu par la presse française octobre 1968-octobre 1969 », dans BEVANT Yann, GOARZIN Anne (dir.), *Bretagne et Irlande : pérégrinations. Mélanges à Jean Brihault*, Lannion, Éditions T.I.R., 2009.
- LOUGHLIN James, *The Ulster Question since 1945*, Palgrave Macmillan, 2004.
- MAILLOT Agnès, *IRA, les républicains irlandais*, 2^e éd., Presses Universitaires de Caen, 2001 (1^{re} éd. 1996).
- PEYRONEL Valérie, *Les Relations communautaires en Irlande du Nord : une nouvelle dynamique*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2003.
- TONGE Jonathan, *The New Northern Irish Politics*, Palgrave Macmillan, 2005.